

No. 36214

**France
and
Mongolia**

Convention between the Government of the French Republic and the Government of Mongolia for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Paris, 18 April 1996

Entry into force: *1 October 1998 by notification, in accordance with article 28*

Authentic texts: *French and Mongolian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 4 November 1999*

**France
et
Mongolie**

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Mongolie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Paris, 18 avril 1996

Entrée en vigueur : *1er octobre 1998 par notification, conformément à l'article 28*

Textes authentiques : *français et mongol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 4 novembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA MONGOLIE EN VUE
D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION
ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU
ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement de la Mongolie,

Désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1. Personnes Concernées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2. Impôts Visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les taxes sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

a) En ce qui concerne la France :

- i) L'impôt sur le revenu ;
 - ii) L'impôt sur les sociétés ;
 - iii) La taxe sur les salaires ;
 - iv) L'impôt de solidarité sur la fortune ;
- (ci-après dénommés "impôt français") ;

b) En ce qui concerne la Mongolie :

- i) L'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
 - ii) L'impôt sur le revenu des personnes morales ;
- (ci-après dénommés "impôt mongol").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3. Définitions Générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) Les expressions "Etat contractant" et "autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la France ou la Mongolie ;

b) Le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française y compris la mer territoriale, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;

c) Le terme "Mongolie" désigne, dans son acception géographique, le territoire de la Mongolie ;

d) L'expression "subdivisions" désigne les subdivisions de la Mongolie ;

e) Le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

f) Le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale ;

g) Les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

h) L'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;

i) L'expression "autorité compétente" désigne :

i) Dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;

ii) Dans le cas de la Mongolie, le ministre des finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit interne de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention. Le sens attribué à un terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévaut sur le sens attribué à ce terme ou expression par les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4. Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) Cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) Si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité ;

d) Si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

4. L'expression "résident d'un Etat contractant" comprend :

a) Cet Etat, ses subdivisions et ses collectivités locales, ainsi que leurs personnes morales de droit public ; et

b) Lorsque cet Etat est la France, les sociétés de personnes et les groupements de personnes dont le siège de direction effective est situé en France et dont les actionnaires, associés ou autres membres y sont personnellement soumis à l'impôt pour leur part des bénéfices en application de la législation interne française.

Article 5. Etablissement Stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

a) Un siège de direction ;

b) Une succursale ;

- c) Un bureau ;
- d) Une usine ;
- e) Un atelier et
- f) Une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

a) Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a à e, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne -- autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 -- agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. Revenus Immobiliers

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société ou personne morale donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat contractant et détenus par cette société ou personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions des articles 7 et 14.

Article 7. Bénéfices des Entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant

de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article .

Article 8. Navigation Maritime et Aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9. Entreprises Associées

1. Lorsque :

a) Une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat -- et impose en conséquence -- des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre

les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéficiaires s'il estime que cet ajustement est justifié. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

Article 10. Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéficiaires qui servent au paiement des dividendes.

3. Un résident de la Mongolie qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la présente Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.

4. Le terme "dividende" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident. Il est entendu que le terme "dividende" ne comprend pas les revenus visés à l'article 16.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéficiaires ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache

effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11. Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts mentionnés au paragraphe 1 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont la personne qui reçoit les intérêts est un résident, si cette personne en est le bénéficiaire effectif, et si l'une des conditions suivantes est remplie :

a) Cette personne est l'un des Etats contractants, l'une de ses subdivisions ou collectivités locales, ou l'une de leurs personnes morales de droit public, y compris la banque centrale de cet Etat ; ou ces intérêts sont payés par l'un de ces Etats, subdivisions, collectivités ou personnes morales ; ou

b) Les intérêts sont payés en liaison avec la vente à crédit d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, ou en liaison avec la vente à crédit de marchandises ou la fourniture de services par une entreprise à une autre entreprise ; ou

c) Les intérêts sont payés au titre d'un prêt de n'importe quelle nature consenti par un établissement de crédit.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article. Le terme "intérêts" ne comprend pas les éléments de revenu qui sont considérés comme des dividendes selon les dispositions de l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qui soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une

base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où rétablissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12. Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effective l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances mentionnées au paragraphe 1, qui consistent en rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur ou d'un droit similaire, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont la personne qui reçoit les redevances est un résident, si cette personne en est le bénéficiaire effectif.

4. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur ou d'un droit similaire, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise (savoir-faire) dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation de payer les redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13. Gains en Capital

1. a) Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

b) Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société ou personne morale, dont l'actif est principalement constitué, directement ou par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés ou personnes morales, de biens immobiliers situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens sont imposables dans cet Etat. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par cette société ou personne morale à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole ou à l'exercice par elle d'une profession indépendante.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'une entreprise et qui consistent en navires ou aéronefs exploités par elle en trafic international ou en biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14. Professions Indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat ; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :

a) Lorsque ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités ; dans ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à cette base fixe est imposable dans cet autre Etat ; ou

b) Lorsque son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale supérieure à 183 jours pendant l'année fiscale considérée ; dans ce

cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15. Professions Dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excedant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et

b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16. Membres des Conseils d'administration ou de Surveillance

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17. Artistes et Sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ils sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste ou sportif ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat, de ses subdivisions ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif, résident d'un Etat contractant, exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée principalement par des fonds publics de cet Etat, de ses subdivisions ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

Article 18. Pensions

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

Article 19. Rémunérations Publiques

1. Les rémunérations, y compris les pensions, payées à une personne physique par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions ou collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions ou collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public.

Article 20. Etudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 21. Autres Revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle et commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Article 22. Fortune

1. a) La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.

b) La fortune constituée par des actions, parts ou autres droits dans une société ou personne morale dont l'actif est principalement constitué, directement ou par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés ou personnes morales, de biens immobiliers situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens est imposable dans cet Etat. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par cette société ou personne morale à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole, ou à l'exercice par elle d'une profession indépendante.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune constituée par des biens qui font partie de l'actif d'une entreprise et qui consistent en navires et aéronefs exploités par elle en trafic international ainsi qu'en biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 23. Elimination des Doubles Impositions

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante:

a) Les revenus qui proviennent de la Mongolie et qui sont imposables ou ne sont imposables que dans cet Etat conformément aux dispositions de la présente Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsque leur bénéficiaire est un résident de France et qu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt mongol n'est pas déductible de ces revenus, mais le bénéficiaire a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux i) et ii), à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

i) Pour les revenus non mentionnés au ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus, à condition que le bénéficiaire soit soumis à l'impôt mongol à raison de ces revenus ;

ii) Pour les revenus visés aux articles 10, 11, 12, au paragraphe 1 de l'article 13, au paragraphe 3 de l'article 15, à l'article 16, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17 et au paragraphe 2 de l'article 18, au montant de l'impôt payé en Mongolie conformément aux dispositions de ces articles ; ce crédit d'impôt ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

b) Pour l'application du a aux revenus visés aux articles 11 et 12, lorsque le montant de l'impôt payé en Mongolie conformément aux dispositions de ces articles excède le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus, le résident de France bénéficiaire de ces revenus peut soumettre son cas à l'autorité compétente française. S'il lui apparaît que cette situation a pour conséquence une imposition qui n'est pas comparable à une imposition du revenu net, cette autorité compétente peut, dans les conditions qu'elle détermine, admettre le montant non imputé de l'impôt payé en Mongolie en déduction de l'impôt français sur les autres revenus de source étrangère de ce résident. Les dispositions du présent b ne s'appliquent pas dans le cas prévu au iii) du d.

c) Un résident de France qui possède de la fortune imposable en Mongolie conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 2 de l'article 22 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé en Mongolie sur cette fortune. Ce crédit d'impôt ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.

d) i) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée aux a et b désigne :

Lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;

Lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt correspondant à cette fortune" employée au c.

ii) Sous réserve des dispositions du iii), il est entendu que l'expression "montant de l'impôt payé en Mongolie" désigne le montant de l'impôt mongol effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus ou des éléments de fortune considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France bénéficiaire de ces revenus ou possesseur de ces éléments de fortune.

iii) Pour l'application du a aux revenus visés au paragraphe 2 de l'article 10, au paragraphe 2 de l'article 11 et au paragraphe 2 de l'article 12, lorsque l'impôt mongol fait l'objet d'une réduction ou d'une exonération temporaires en application d'un régime d'incitation fiscale en vue de promouvoir le développement économique de la Mongolie, le montant de l'impôt payé en Mongolie est considéré comme étant égal à celui qui aurait dû être payé,

dans les limites fixées par la Convention, en vertu de la législation mongole de droit commun. Les dispositions du présent iii) s'appliquent pendant 10 ans à compter de la date de prise d'effet de la Convention. Cette période de 10 ans peut être prolongée d'un commun accord par les autorités compétentes des Etats contractants.

2. En ce qui concerne la Mongolie les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

a) Lorsqu'un résident de la Mongolie reçoit des revenus de France, le montant de l'impôt dû en France sur ces revenus conformément aux dispositions de la Convention est déductible de l'impôt mongol dû par ce résident. Le montant de ce crédit ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt mongol sur ces revenus, calculé conformément à la législation mongole.

b) Lorsque les revenus reçus de France sont des dividendes payés par une société qui est un résident de France à une société qui est un résident de la Mongolie et qui détient au moins 10 % du capital de la société qui paie les dividendes, le crédit tient compte de l'impôt payé par la première société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

Article 24. Non-discrimination

1. Les personnes physiques possédant la nationalité d'un Etat contractant ne sont soumises dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques possédant la nationalité de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 7 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Sous réserve d'accord cas par cas entre les autorités compétentes, les exonérations d'impôt et autres avantages prévus par la législation fiscale d'un Etat contractant au profit de cet Etat, de ses subdivisions ou de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public dont l'activité n'a pas un caractère industriel ou commercial, s'appliquent dans les mêmes conditions respectivement à l'autre Etat contractant, à ses subdivisions ou à ses collectivités locales, ou à leurs personnes morales de droit public dont l'activité est identique ou analogue. Nonobstant les dispositions du paragraphe 6, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux impôts ou taxes dus en contrepartie de services rendus.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

7. Si un traité, accord ou convention entre les Etats contractants, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables en matière fiscale.

Article 25. Procédure Amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

5. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application de la Convention et notamment les formalités que doivent accomplir les résidents d'un Etat contractant pour obtenir, dans l'autre Etat contractant, les avantages prévus par la Convention. Ces formalités peuvent comprendre la présentation d'un formulaire d'attestation de résidence indiquant en particulier la nature et le montant ou

la valeur des revenus ou de la fortune concernés, et comportant la certification des services fiscaux de cet autre Etat.

Article 26. Echange de Renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

a) De prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;

b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;

c) De fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 27. Fonctionnaires Diplomatiques et Consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés, les membres des postes consulaires, et les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28. Entrée en Vigueur

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront :

a) En ce qui concerne les impôts sur le revenu, aux revenus afférents à toute année civile ou exercice comptable commençant après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

b) En ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur.

Article 29. Dénonciation

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, après la cinquième année civile suivant la date d'entrée en vigueur de la Convention, chacun des Etats contractants pourra, moyennant un préavis minimum de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile.

2. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable :

a) En ce qui concerne les impôts sur le revenu, aux revenus afférents à toute année civile ou exercice comptable commençant après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

b) En ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 18 avril 1996, en double exemplaire, en langues française et mongole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

JACQUES TOUBON

Pour le Gouvernement de la Mongolie :

T. TJOGT

Ministre du Commerce et de l'Industrie

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Mongolie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne l'article 2, la taxe sur les salaires visée au a du paragraphe 3 est régie par les dispositions de la Convention applicables, suivant les cas, aux bénéfices des entreprises ou aux revenus des professions indépendantes.

2. En ce qui concerne l'article 7, il est entendu que :

a) Lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas calculés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité ;

b) Dans le cas de contrats, s'agissant notamment de contrats d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable dans l'Etat contractant où il est situé. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui est exécutée dans l'Etat contractant où est situé le siège de direction effective de l'entreprise ne sont imposables que dans cet Etat.

3. En ce qui concerne l'article 8, si l'un des Etats contractants estime souhaitable d'étendre les dispositions de cet article au transport ferroviaire, les Etats contractants engageront des discussions en vue d'examiner la possibilité d'une telle extension.

4. En ce qui concerne l'article 12, les rémunérations payées pour des services techniques, y compris des analyses ou des études de nature scientifique, géologique ou technique, pour des travaux d'ingénierie y compris les plans y afférents, ou pour des services de consultation ou de surveillance, ne sont pas considérées comme des rémunérations payées pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique, mais comme des revenus auxquels s'appliquent, suivant les cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14.

5. Si, conformément à sa législation interne, la France détermine les bénéfices imposables de résidents de France en déduisant les déficits de filiales qui sont des résidents de la Mongolie ou d'établissements stables situés en Mongolie, et en intégrant les bénéfices de ces filiales ou de ces établissements stables à concurrence du montant des déficits déduits, les dispositions de la Convention ne s'opposent pas à l'application de cette législation.

6. Les dispositions de la Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions des articles 209 B, 209 quinquies et 212 de son code général des impôts ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de ces articles.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Paris le 18 avril 1996, en double exemplaire, en langues française et mongole, les deux textes faisant également foi

Pour le Gouvernement de la République française :

JACQUES TOUBON

Pour le Gouvernement de la Mongolie :

T. TJOGT

[MONGOLIAN TEXT — TEXTE MONGOL]

**ОРЛОГО БА ХӨРӨНГИЙН ТАТВАРЫГ ДАВХАРДУУЛЖ
НОГДУУЛАХГҮЙ БАЙХ. ТАТВАР ТӨЛӨХӨӨС ЗАЙЛСХИЙХ
ЯВДЛААС УРЬДЧИЛАН СЭРГИЙЛЭХ ТУХАЙ БҮГД НАЙРАМДАХ
ФРАНЦ УЛСЫН ЗАСГИЙН ГАЗАР, МОНГОЛ УЛСЫН ЗАСГИЙН
ГАЗАР ХООРОНДЫН КОНВЕНЦ**

Орлого ба хөрөнгийн татварыг давхардуулж ногдуулахгүй байх, татвар төлөхөөс зайлсхийх явдлаас урьдчилан сэргийлэх тухай Конвенц байгуулахаар шийдвэрлэж, Бүгд Найрамдах Франц Улсын Засгийн газар, Монгол Улсын Засгийн газар дараах зүйлийг хэлэлцэн тохиров:

1 дүгээр зүйл. Хамаарагдах этгээл

Энэхүү Конвенц нь Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улс буюу эдгээрийн аль нэгний нутаг дэвсгэрт байнга оршин суугч этгээдийг хамаарна.

2 дугаар зүйл. Хамаарагдах татварууд

1. Хэлэлцэн тохирогч Улс, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгжүүдийн нэрийн өмнөөс орлогод ба хөрөнгөд ногдуулж буй татварууд нь тэдгээрийг хэрхэн ногдуулж байгаа хэлбэрээс үл шалтгаалан энэхүү Конвенцид хамаарна.

2. Орлого ба хөрөнгөд ногдуулж буй татвар гэж нийт орлого буюу нийт хөрөнгө болон орлого буюу хөрөнгийн бүрэлдхүүн хэсэгт ногдуулж буй бүх төрлийн татвар, түүний дотор хөдлөх ба үл хөдлөх хөрөнгийн борлуулалтын орлого, аж ахуйн нэгжийн цалин хөлсний нийт хэмжээ болон хөрөнгийн үнэлгээний өсөлтийн орлогод ногдуулах татварыг хэлнэ.

3. Конвенцид одоо мөрдөгдөж байгаа дараах татварууд хамаарагдана. Тухайлбал:

а/ Бүгд Найрамдах Франц Улсын хувьд:

- аа/ орлогын татвар.
- бб/ компаний татвар.
- вв/ цалингийн татвар.
- гг/ хөрөнгийн татвар.

/ Цаашид “Францын татвар” гэнэ /

б/ Монгол Улсын хувьд:

- аа/ хүн амын орлогын албан татвар.
- бб/ аж ахуйн нэгж, байгууллагын орлогын албан татвар.

/ цаашид “Монголын татвар” гэнэ /

4. Энэхүү Конвенцид гарын үсэг зурсан өдрөөс хойш шинээр бий болсон, одоогийн татварт нэмэлт болох буюу тэлгээрийг орлох татварууд

нь дээр дурдсан татваруудтай адил буюу төстэй байвал энэхүү Конвенцид мөн хамаарагдана. Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллага нь өөрийн орны татварын хуульд орсон аливаа зарчмын өөрчлөлтний талаар нөгөө талдаа мэдэгдэж байна.

3 дугаар зүйл. Ерөнхий тодорхойлолт

1. Энэхүү Конвенцид нөхцөл байдал өөрөөр тайлбар хийхийг шаардаагүй бол:

а/ “Хэлэлцэн тохирогч Улс” болон “Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс” гэж тухайн заалтын утгаас хамааран Монгол болон Францыг хэлнэ,

б/ “Монгол” гэж Монгол Улс, газар зүйн утгаараа авч үзвэл Монгол Улсын бүх нутаг дэвсгэрийг хэлнэ,

в/ “засаг захиргааны нэгж” гэж Монгол Улсын засаг захиргааны нэгжийг хэлнэ,

г/ “Франц” гэж Бүгд Найрамдах Франц Улсын Европын болон далайн чанад дахь департаментууд, түүний газар нутгийн далай тэвгис түүнээс цаашир, тухайлбал Бүгд Найрамдах Франц Улс олон улсын эрх зүйн дагуу байгалийн баялгийг нь хайх, олборлон ашиглах эрх бүхий далайн ёроол, түүний хэвлий, гадаргууны усыг хэлнэ.

д/ “этгээд” гэж хувь хүн, компани болон бусад бүлэг этгээдийг хэлнэ,

е/ “компани” гэж хуулийн эрх бүхий аливаа этгээд буюу татвар ногдуулах утгаараа түүнтэй адилтгах аливаа байгууллагыг хэлнэ,

ж/ “Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгж” гэж тухайн энэ Улсад байнга оршин суугч этгээдийн эрхэлдэг аж ахуйн нэгжийг хэлнэ. “Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын аж ахуйн нэгж” гэж тухайн нөгөө Улсад байнга оршин суугч этгээдийн эрхэлдэг аж ахуйн нэгжийг хэлнэ,

з/ “олон улсын тээвэр” гэж Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Улсад голлох удирдлага нь байрладаг аж ахуйн нэгжээс хөлөг онгоц болон нисэх онгоцоор хийх аливаа тээврийн үйл ажиллагааг хэлэх бөгөөд харин Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс доторхи байрлалуудын хооронд хөлөг онгоц болон нисэх онгоцоор хийх тээврийн үйл ажиллагааг үүнд үл хамаарна,

и/ “эрх бүхий этгээд” гэж:

1/ Бүгд Найрамдах Франц Улсын хувьд Төсвийн сайд буюу түүний эрх бүхий төлөөлөгч, болон

2/ Монгол Улсын хувьд Сапгийн сайд буюу түүний эрх бүхий төлөөлөгчийг хэлнэ.

2. Энэхүү Конвенцид тодорхойлогдоогүй аливаа нэр томъёог Конвенцнор зохицуулагдаж буй татвартай холбогдол бүхий Хэлэлцэн

тохирогч Улсын дотоодын хуульд зааснаар ойлгоно. Хэлэлцэн тохирогч Улсын дотоодын хууль гэж энэ тохнолдолд тухайн Улсын хуулиуд дотроос голлон татварын хуулийг хэлнэ.

4 дүгээр зүйл. Байнга оршин суугч

1. Энэхүү Конвенцад “Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршин суугч” гэж өөрөө болон голлох удирдлага нь байнга оршин сууж, байрлаж байгаа, мөн үүнтэй адилтгах бусад шалтгаанаар оршин сууж, байрлаж тэр Улсын хуулийн дагуу тухайн Улсад татвар төлөх үүрэгтэй аливаа этгээдийг хэлнэ. Гэвч энэ нь тухайн Улс дахь эх үүсвэрээс орлого олсон ба тэнд оршдог хөрөнгөөс олсон орлогоосоо тухайн Улсад татвар төлөх ёстой аливаа этгээдийг хамрахгүй.

2. Энэхүү зүйлийн 1 дүгээр заалтын дагуу Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын аль алинд нь байнга оршин суугч хувь этгээдийн статусыг дараахь байдлаар тодорхойлно:

а/ байнга амьдардаг орон гэр нь Хэлэлцэн тохирогч аль Улсад байгаагаар нь тэр Улсад байнга оршин суугч гэж тооцно. Хэрэв хувь этгээд нь Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын аль алинд нь байнга амьдардаг орон гэртэй бол Хэлэлцэн тохирогч аль Улсад түүний хувийн ба эдийн засгийн харилцаа (язгуур эрх ашгийн төв) нь илүү ойр дөт байгаагаар нь тэндхийн байнга оршин суугч гэж тооцно.

б/ хэрэв түүний язгуур эрх ашгийн төв бүхий Улсыг тодорхойлох аргагүй, эсвэл энэ хувь этгээд нь Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын аль алинд нь байнга амьдардаг орон гэргүй бол Хэлэлцэн тохирогч аль Улсад түр орогнох байртай байгаагаар нь тэр улсын байнга оршин суугч гэж тооцно.

в/ хэрэв хувь этгээд нь Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын аль алинд нь түр орогнох байртай, эсвэл алинд нь ч байхгүй бол түүнийг Хэлэлцэн тохирогч аль Улсын харьяат байгаагаар нь тэр Улсад байнга оршин суугч гэж тооцно.

г/ хэрэв хувь этгээд нь Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын аль алины харьяат эсвэл алиных нь ч харьяат биш бол асуудлыг Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллагууд харьцан зөвшөөрөлцсөнөөр шийдвэрлэнэ.

3. Энэхүү зүйлийн 1 дүгээр заалтын дагуу хувь этгээдээс бусад этгээд нь Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын аль алины нь байнга оршин суугч бол голлох удирдлага нь Хэлэлцэн тохирогч аль Улсад байрлаж байгаагаар нь тэр Улсын байнга оршин суугч гэж тооцно.

4. “Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч” гэж:

а/ тухайн Улс, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн язгч болон хуулийн этгээд, болон

б/ Франц Улсын хувьд голлох удирдлага нь Францад байрладаг бөгөөд Францын дотоодын хуулийн дагуу орлогынхоо хэсэгт татвар төлдөг хувь нийлүүлэгчид, хоршигсад, бусад гишүүн бүхий компани болон бүлэг этгээдийг хэлнэ.

5 дугаар зүйл. Төлөөлөгчийн газар

1. Энэхүү Конвенцид “Төлөөлөгчийн газар” гэж аж ахуйн нэгж өөрийн үйл ажиллагаагаа бүхэлд нь буюу хэсэгчлэн явуулдаг ажил хэргийн байрлалыг хэлнэ.

2. “Төлөөлөгчийн газар” гэдэгт тухайлбал:

а/ аж ахуйг удирдан явуулж буй газар.

б/ салбар байгууллага,

в/ албан байгууллага,

г/ үйлдвэр,

д/ цсх болон,

е/ уурхай, газрын тос буюу байгалийн хий ашиглах цооног, ил уурхай болон байгалийн бусад ашигт малтмал олборлож буй газар орно.

3. Зөвхөн 12 сараас дээш хугацаагаар үргэлжлэх барилгын болон угсралтын ажлын талбайг төлөөлөгчийн газар гэж тооцно.

4. Энэхүү зүйлийн өмнөх заалтуудад дурдсан “Төлөөлөгчийн газар” гэдэгт дараах үйл ажиллагаа үл хамаарна:

а/ аж ахуйн нэгж зөвхөн өөрийн бараа, эд агуурсыг хадгалах, үзэсгэлэнд тавих, нийлүүлэх зорилгоор аливаа байгууламж ашиглах,

б/ аж ахуйн нэгж зөвхөн хадгалах, үзэсгэлэнд тавих, нийлүүлэх зорилгоор бараа, эд агуурс ашиглах,

в/ аж ахуйн нэгж зөвхөн өөр бусад аж ахуйн нэгжээр боловсруулалт хийлгэх зорилгоор бараа, эд агуурс ашиглах,

г/ аж ахуйн нэгж өөртөө зориулан бараа, эд агуурс худалдан авах буюу мэдээлэл цуглуулах зориулалтаар байнгын байрлал ашиглах,

д/ аж ахуйн нэгж өөртөө зориулан бэлтгэх, туслах чанарын аливаа үйл ажиллагааг явуулах зорилгоор зөвхөн байнгын байрлал ашиглах.

е/ байнгын байрлалын нийт үйл ажиллагаа нь бэлтгэх буюу туслах чанарын хоршсон үйл ажиллагаанаас бүрдсэн тохиолдолд а -д дурдсан аливаа үйл ажиллагааны төрлүүднийг аливаа байдлаар нэгтгэн үйл ажиллагаа явуулах зорилгоор зөвхөн байнгын байрлал ашиглах.

5. Энэхүү зүйлийн 1 ба 2 дугаар заалтыг үл харгалзан 6 дугаар заалтад хамаарах бие даасан эрх бүхий төлөөлөгчөөс бусад этгээд Хэлэлцэн тохирогч Улсад Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын аж ахуйн нэгжийн хөрөнгө болон нэрийн өмнөөс үйл ажиллагаа явуулж гэрээ

(контракт) байгуулах эрх эдэлдэг бол уг аж ахуйн нэгжийг Хэтэлцэн тохирогч Улсад төлөөлөгчийн газартай гэж үзэхдээ уг этгээдийн үйл ажиллагаа 4 дүгээр заалтад дурдсан үйл ажиллагаагаар хязгаарлагдан улмаар энэ ажиллагааг явуулж буй байр нь дээрх заалтын дагуу төлөөлөгчийн газар болж чадахгүй тохиолдолд уг аж ахуйн газрыг төлөөлөгчийн газартай гэж үзэхгүй.

6. Хэтэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгж Хэтэлцэн тохирогч нөгөө Улсад өөрийн тогтсон чиглэлээр үйл ажиллагаа явуулдаг брокер, ерөнхий комиссын төлөөлөгч, бие даасан эрх бүхий бусад төлөөлөгчдөөр дамжуулан үйл ажиллагаа явуулж байгаа бол түүнийг Хэтэлцэн тохирогч нөгөө Улсад төлөөлөгчийн газартай гэж үзэхгүй.

7. Хэтэлцэн тохирогч Улсад байнга оршдог компани нь Хэтэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байнга оршдог эсвэл Хэтэлцэн тохирогч нөгөө Улсад үйл ажиллагаагаа (төлөөлөгчийн газраар дамжуулан буюу бусад аргаар) явуулдаг компанийг хянадаг эсвэл хяналтад байдаг нь элгээр компанийг бие биеийнх нь төлөөлөгчийн газар гэж үзэх үндэс болохгүй.

6 дугаар зүйл. Үл хөдлөх хөрөнгөнөөс орох орлого

1. Үл хөдлөх хөрөнгөнөөс (түүний дотор хөдөө аж ахуй буюу ойн аж ахуйгаас) орлого олбол энэхүү хөрөнгө байрлаж буй Хэтэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулж болно.

2. "Үл хөдлөх хөрөнгө" гэсэн нэр томъёог тухайн хөрөнгө байрлаж буй Хэтэлцэн тохирогч Улсын хуульд зааснаар ойлгоно. Аль ч тохиолдолд уг нэр томъёонд үл хөдлөх хөрөнгөд дагалдах өмч, хөдөө аж ахуй, ойн аж ахуйд ашиглагдаж буй мал амьтан, тонног төхөөрөмж, газар оролцсон өмчийн талаархи хуулийн заалтыг хэрэглэх эрх, ашигт малтмалын орд, рашаан ус болон байгалийн бусад баялгийн хөдөлгөөнт болон тогтмол төлбөрийн эрхийг багтаана. Харин хөлөг онгоц болон нисэх онгоцыг үл хөдлөх хөрөнгөд оруулахгүй.

3. Энэхүү зүйлийн 1 дүгээр заалт нь үл хөдлөх эд хөрөнгийг шууд ашиглах, бусдад түрээслүүлэх буюу түр хөлсөөр өгөх, эсвэл бусад аль ч хэлбэрээр ашиглах замаар олсон орлогод хамаарна.

4. Энэхүү зүйлийн 1 болон 3 дугаар заалт нь аж ахуйн нэгжийн үл хөдлөх хөрөнгө, түүнчлэн бие даасан хувийн үйлчилгээнд ашигласан үл хөдлөх хөрөнгөнөөс олсон орлогод хамаарна.

5. Хувьцаа эзэмших, компанид оролцох, өмч эзэмших буюу хуулийн этгээдэж Хэтэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байрладаг үл хөдлөх хөрөнгийг шууд буюу шууд бусаар ашиглаад өөрөө буюу өөр хуулийн этгээдэд хөлслүүлэх бусад хэлбэрээр хэрэглэснэж эзэмшигч орлого олж байвал өмч байрладаг Улсад татвар ногдуулж болно.

7 дугаар зүйл. Аж ахуйн үйл ажиллагааны ашиг

1. Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгж нь Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын нутагт байрладаг төлөөлөгчийн газраар дамжуулан аж ахуйн үйл ажиллагаа эрхлээгүй тохиолдолд зөвхөн Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулна. Хэрэв аж ахуйн нэгж нь дээр дурдсан үйл ажиллагааг төлөөлөгчийн газраар дамжуулан эрхэлбэл уг аж ахуйн нэгжийн ашгийн зөвхөн тухайн төлөөлөгчийн газарт хамаарах хэсэгт Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

2. Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгж, Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын нутагт байрладаг өөрийн төлөөлөгчийн газраар дамжуулан аж ахуйн үйл ажиллагаа эрхэлж буй тохиолдолд уг төлөөлөгчийн газар нь төлөөлж буй аж ахуйн нэгжтэйгээ бүрэн бие даасан байдлаар харьцан адил, эсвэл төстэй үйл ажиллагаа, адил буюу төстэй нөхцөлд эрхлэн явуулж олж болох байсан ашгийг энэхүү зүйлийн 3 дугаар заалтын дагуу уг төлөөлөгчийн газрын ашиг гэж Хэлэлцэн тохирогч Улс бүрт тооцно.

3. Төлөөлөгчийн газрын ашгийг тодорхойлоходоо аж ахуйн үйл ажиллагааг эрхлэн явуулахад тус төлөөлөгчийн газраас өөрийн байгаа Хэлэлцэн тохирогч Улс болон бусад улсад зарцуулсан аж ахуйн болон захиргааны зардлыг хасч тооцно.

4. Хэлэлцэн тохирогч Улсад аж ахуйн нэгж өөрийн салбарууддаа нийт орлогыг хуваарилдаг хэвшсэн аргаар төлөөлөгчийн газарт ногдох ашгийг хуваадаг бол тэр Улс энэ хэвшсэн аргаар татвар ногдох орлогыг тодорхойлоход 2 дугаар заалт саад болохгүй. Гэхдээ хэвшсэн аргаар орлогыг хуваарилсантай холбогдон гарах үр дүн нь энэ зүйлийн зарчмуудтай зөрчилдөхгүй байвал зохно.

5. Аж ахуйн нэгж нь төлөөлөгчийн газраар дамжуулан бараа, эд агуурсыг зөвхөн худалдан авдаг бол үүнийг үндэслэн уг төлөөлөгчийн газрыг ашиг олсонд тооцож үл болно.

6. Энэхүү зүйлийн өмнөх заалтуудад нийцүүлэн төлөөлөгчийн газарт хамаарах ашгийг тодорхойлох аргыг өөрчлөх баттай үндэслэлгүй бол тогтсон нэг аргыг жил бүр хэрэглэнэ.

7. Хэрэв аж ахуйн үйл ажиллагааны ашиг нь энэхүү Конвенцийн бусад зүйлд тусгайлан тодорхойлсон төрлийн орлогыг агуулсан бол тэдгээр зүйлийн заалтыг мөрдөхөд энэхүү зүйлийн заалтууд үл нөлөөлнө.

8 дугаар зүйл. Усан болон агаарын тээвэр

1. Олон улсын шугамд хөлөг онгоц болон нисэх онгоцоор тээвэр хийж олох ашигт зөвхөн тухайн аж ахуйн нэгжийн удирдлага оршдог Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулна.

2. Хэрэв усан замын тээврийн байгууллагын голлох удирдлага нь хөлөг онгоцон дээрээ байрладаг бол энэхүү хөлөг онгоцны харьяалах боомт оршдог Хэлэлцэн тохирогч Улсад, хэрэв харьяалах боомт үгүй бол

уг хөлөг онгоцны зээмшигч байнга оршин сууж байгаа Хэлэлцэн тохирогч Улсад түүнийг байрладаг гэж үзнэ.

3. Энэхүү зүйлийн 1 дүгээр заалт нь пул, хамтарсан үйлдвэр болон олон улсын тээврийн ашиглалтын байгууллагын үйл ажиллагаанд оролцож олсон ашигт мөн хамаарна.

9 дүгээр зүйл. Харьга аж ахуйн нэгжүүд

1. Хэрэв:

а/ Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгж Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын аж ахуйн нэгжийн удирдлага, хяналт болон хөрөнгөд шууд болов шууд бусаар оролцдог бол, эсвэл

б/ тодорхой этгээдүүд Хэлэлцэн тохирогч Улсын болон Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын аж ахуйн нэгжийн аль алиных нь удирдлага, хяналт буюу хөрөнгөд шууд буюу шууд бусаар оролцдог бол.

тэдгээр хоёр нэгжийн хооронд тогтсон худалдаа, санхүүгийн харилцааны нөхцөл нь биеэ даасан аж ахуйн нэгжүүдийн хоорондын харилцааны нөхцөлөөс ялгаатай байвал тухайн аж ахуйн нэгжид ногдох ёстой аливаа ашиг дээрх ялгаатай нөхцөлийн улмаас тооцогдоогүй байвал түүнийг уг аж ахуйн нэгжийн ашигт оруулан тооцож зохих журмын дагуу татвар ногдуулна.

2. Хоёр аж ахуйн нэгжийн хоорондын харилцаа нь бие даасан аж ахуйн нэгжийн хоорондын харилцааны нөхцөлтэй нийцэж бэйх тохиолдолд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын аж ахуйн нэгжээс өөрийн Улсдаа татвар төлөх ёстой ашгийг эхэнд дурдсан Улс өөрийн ашиг гэж тооцон өөрийн аж ахуйн нэгжийн ашигт оруулан татвар ногдуулсан байвал нөгөө Улс зохицуулах шаардлагатай гэж үзсэн тохиолдолд энэхүү ашгаас авах татварын хэмжээнд холбогдох зохицуулалт хийнэ. Ийм зохицуулалтыг хийхдээ энэхүү Конвенцийн бусад заалтуудыг харгалзан үзэх бөгөөд Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллагууд шаардлагатай гэж үзвэл харилцан зөвлөлдөж болно.

10 дугаар зүйл. Дивиденд

1. Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршдог компаниас Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байнга оршигч этгээдэд төлж буй дивидендэд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

2. Гэхдээ дивиденд төлж буй компани байнга оршдог Хэлэлцэн тохирогч Улсад тухайн дивидендэд өөрийн хуулийн дагуу татвар ногдуулж болох боловч дивиденд авагч этгээд нь түүний жинхэнэ зээмшигч бол ногдуулах татварын хэмжээ нь доор зааснаас хэтрэхгүй:

а/ дивиденд жинхэнэ зээмшигч нь компани бөгөөд тэрээр дивиденд төлж байгаа компанийн хөрөнгийн 10-аас доошгүй хувийг шууд буюу шууд бусаар зээмшиж байгаа бол дивидендийн нийт дүнгийн 5 хувиас.

6/ бусад бүх тохиолдолд дивидендийн нийт дүнгийн 15 хувиас.

Энэхүү заалт нь тухайн компаний дивиденд агуулсан орлогод ногдуулах татварт үл хамаарна.

3. Францын оршин суугч компаниас дивиденд авдаг Монголын байнга оршин суугч нь компанийн боломжоос үүдэн түүний дивидендээс урьдчилан төлбөр авч болно. Дивидендээс урьдчилан авсан төлбөрийн дүн нь энэхүү Конвенцийн дагуу дивиденд гэж тооцогдоно. Энэхүү төлбөрөөс 2 дугаар заалтын дагуу Францад татвар ногдуулна.

4. Энэхүү зүйлд тусгагдсан "Дивиденд" гэсэн нэр томъёонд хувьцааны ногдол ашиг "жоунссанс хувьцаа", "жоунссанс эрх", уурхайн хувьцааны ногдол ашиг, байгуулагчийн хувьцааны ногдол ашиг болон өрийн нэхэмжлэлээс бусад хэлбэрээр оролцох эрхээ үүсэж орлого болон хуваарилалт хийж буй хуулийн этгээд байнга оршдог. Хэлэлцэн тохирогч Улсын хуулийн дагуу хувьцааны орлоготой адилтган татвар ногдуулдаг бусад орлогыг хэлнэ. "Дивиденд" гэсэн ойлголтод 16 дугаар зүйлд тусгагдсан орлогууд үл хамаарагдана.

5. Хэрэв дивидендийн эрхийг жинхэнэ эзэмшигч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршдог бөгөөд дивиденд төлөгч компани байрладаг нөгөө Улсад төлөөлөгчийн газар буюу бие даасан хувийн үйлчилгээ эрхэлдэг товчлосон газраар дамжуулан үйл ажиллагаа явуулдаг ба дивидендийн эрх хэрэг дээрээ энэ төлөөлөгчийн газар буюу товчлосон газарт шууд хамааралтай бол 1, 2 ба 3 дугаар заалтыг баримтлахгүй. Энэ тохиолдолд 7 буюу 14 дүгээр зүйлийн аль тохиромжтойг хэрэглэнэ.

6. Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршдог компани Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад ашиг буюу орлого олж байвал нөгөө Улс уг компанийн төлж буй дивидендэд татвар ногдуулж болохгүй. Гэхдээ уг компаниас нөгөө Улсад байнга оршин суугчид төлж байгаа дивиденд буюу дивиденд авах эрх нь нөгөө Улс дахь төлөөлөгчийн газар ба товчлосон газартай шууд хамааралтай бол татвар ногдуулж болно. Харин компанийн хуваарилагдаагүй ашигт төлөгдсөн дивиденд нь, хуваарилагдаагүй ашиг, бүхэлдээ буюу хэсэгчлэн нөгөө Улсад бий болсон ашиг, орлогоос бүрэлдэж байлаа ч гэсэн татвар ногдуулж болохгүй.

11 дүгээр зүйл. Хүү

1. Хэлэлцэн тохирогч Улсад бий болж, Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байнга оршин суугч этгээдэд төлсөн хүүд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

2. Гэхдээ хүү бий болсон Хэлэлцэн тохирогч Улс өөрийн хуулийн дагуу уг хүүд татвар ногдуулж болох боловч, хэрэв уг хүүг хүлээн авагч нь түүний жинхэнэ эзэмшигч мөн бол ногдуулах татварын хэмжээ хүүгийн нийт дүнгийн 10 хувиас хэтэрч болохгүй.

3. Энэхүү зүйлийн 2 дугаар заалтыг үл харгалзан 1 дүгээр заалтад тодорхойлсноор Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч хүүг

хүлээн авч байгаа нөхцөлд тэр этгээд хүүг жинхэнэ эзэмшигч байх бөгөөд дор дурдсан нөхцөлүүдийн аль нэг нь биелэгдсэн байвал Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулахгүй:

а/ хүү хүлээн авагч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсууд, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж буюу тэдгээрийн хуулийн аливаа этгээд, түүний дотор тухайн Улсын Төв Банк, эсвэл уг хүүг эдгээр Улсууд, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж буюу хуулийн этгээдийн аль нэг нь төлж байвал, буюу

б/ худалдаа, шинжлэх ухааны болон аж үйлдвэрийн багаж хэрэгсэл зээлээр худалдах, аж ахуйн нэгжээс нөгөө нэгжид үйлчилгээ үзүүлэх буюу барааг зээлээр худалдах, зээлийн байгууллагын зөвшөөрснөөр ямар нэгэн зээл олгохтой холбон хүүгийн төлбөрийг гүйцэтгэж байвал, буюу

в/ зээлдэгч байгууллагатай тохирсон аль нэг хэлбэрийн зээлийн хувьд хүүг төлж байвал.

4.Энэхүү зүйлд тусгагдаж буй “хүү” гэсэн нэр томъёонд барьцаагаар баталгаажуулсан эсэх, зээлдэгчийн орлогод оролцох эрхтэй эсэхийг үл харгалзан бүх төрлийн өрийн нэхэмжлэлээс үүссэн орлого, ялангуяа улсын сангийн орлого, зээллэг бусад үнэт цааснаас орох орлого, мөн тэдгээрийн урамшууллын орлого орно.Харин төлбөр тооцоо хожимдуулсны торгууль нь энэхүү зүйлд дурдсан хүү гэж тооцогдохгүй.”Хүү” гэдэг нэр томъёо нь 10 дугаар зүйлийн заалтын дагуу дивиденд гэж үзсэн орлогын хэсгүүдийг үл хамаарна.

5.Хэрэв хүү авах эрхийг жинхэнэ эзэмшигч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршдог боловч Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад төлөөлөгчийн газраараа дамжуулан үйл ажиллагаа явуулж, тэнд нь энэ хүү бий болж байгаа, эсвэл Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад оршдог товлосон газраас мэргэжлийн бие даасан үйлчилгээ эрхэлдэг бөгөөд хүү авах эрх нь дурдсан төлөөлөгчийн газар буюу товлосон газартай шууд хамааралтай бол энэхүү зүйлийн 1, 2 ба 3 дугаар заалтыг мөрдлөг болгохгүй.Энэ тохиолдолд 7 буюу 14 дүгээр зүйлийн аль тохиромжтойг хэрэглэнэ.

6.Хүү төлөгч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч бол, хүүг Хэлэлцэн тохирогч Улсад бий болсон гэж үзнэ. Гэхдээ Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч эсэхийг үл харгалзан, хүүг төлөгч этгээд Хэлэлцэн тохирогч Улсад төлөөлөгчийн газар, эсвэл товлосон газартай бөгөөд үүнтэй холбогдон хүү төлөгдөж, уг хүү энэ төлөөлөгчийн газарт эсвэл товлосон газарт бий болж байгаа бол дээрх төлөөлөгчийн газар, эсвэл товлосон газар оршиж байгаа Хэлэлцэн тохирогч Улсад хүүг бий болсон гэж үзнэ.

7.Хэрэв хүү төлөгч болон хүү авах эрхийг жинхэнэ эзэмшигчдийн хооронд, мөн түүнчлэн тэдгээрийн аль нэг гуравдагч этгээдийн хооронд тогтоосон онцлог харилцаанаас шалтгаалан төлж буй хүүгийн хэмжээ нь ийм харилцаа байхгүй байсан үед хүү төлөгч болон жинхэнэ эзэмшигч хоёр хоорондоо тохиролцож болох байсан хэмжээнээс хэтэрч байвал, энэ зүйлийн заалтууд зөвхөн тохиролцож болох байсан эцэст дурдсан

хэмжээнд хамаарна. Энэ тохиолдолд хүүгийн төлбөрийн илүү гарсан зөрүүд Хэлэлцэн тохирогч Улс бүр өөрийн хуулийн дагуу энэхүү Конвенцийн бусад заалтыг харгалзан татвар ногдуулж болно.

12 дугаар зүйл. Эрхийн шимтгэл, шан харамж

1. Хэлэлцэн тохирогч Улсад бий болж байгаа бөгөөд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байнга оршин суугчид төлж буй эрхийн шимтгэл, шан харамжид Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

2. Гэхдээ Хэлэлцэн тохирогч Улсад бий болж байгаа эрхийн шимтгэл, шан харамжид тухайн Улсын хуулийн дагуу татвар ногдуулж болох боловч уг эрхийн шимтгэл, шан харамжийг хүлээн авагч этгээд нь түүний жинхэнэ эзэмшигч мөн бол ийнхүү ногдуулж байгаа татвар нь эрхийн шимтгэл, шан харамжийн нийт дүнгийн 5 хувиас хэтэрч болохгүй.

3.2 дугаар заалтыг үл харгалзан 1 дүгээр заалтад дурдсан эрхийн шимтгэл, шан харамж нь зохиогчийн эрх буюу түүнтэй адилтгах эрхийг ашиглах зөвшөөрлийн төлөө төлөх бүх төрлийн төлбөр байх бөгөөд түүнийг хүлээн авагч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч бөгөөд түүний жинхэнэ эзэмшигч нь байвал зөвхөн тэр Улсад татвар ногдуулна.

4. Энэхүү зүйлд хэрэглэгдэж буй "эрхийн шимтгэл, шан харамж" гэсэн нэр томъёонд, зохиогчийн эрх буюу түүнтэй адилтгах эрх, патент, аж үйлдвэрийн болон барааны тэмдэг, зураг төсөл, загвар, төлөвлөгөө, нууц томъёолол буюу арга ажиллагааг ашигласан буюу ашиглах эрх эдэлсэн, эсвэл аж үйлдвэр, худалдаа буюу шинжлэх ухааны салбарт олсон арга туршлагатай (ноу-хау) холбогдсон мэдээллийг ашигласан буюу ашиглах эрх эдэлсний төлөө төлж буй бүх төрлийн төлбөрийг хамааруулна.

5. Хэрэв эрхийн шимтгэл, шан харамж жинхэнэ эзэмшигч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршдог боловч Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс дахь төлөөлөгчийн газраар дамжуулан үйл ажиллагаагаа явуулдаг бөгөөд тэнд энэхүү орлого бий болж байгаа, эсвэл Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад оршдог товлосон газраар дамжуулан мэргэжлийн бие даасан хувийн үйлчилгээ хийдэг, түүнчлэн эрхийн шимтгэл, шан харамж авах эрх буюу хөрөнгө нь хэрэг дээрээ энэхүү төлөөлөгчийн газар эсвэл товлосон газарт шууд хамааралтай бол энэхүү зүйлийн 1, 2 ба 3 дугаар заалтыг хэрэглэхгүй. Энэ тохиолдолд 7 буюу 14 дүгээр зүйлийн аль тохиромжтойг хэрэглэнэ.

6. Эрхийн шимтгэл, шан харамж төлөгч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч бол уг эрхийн шимтгэл, шан харамж Хэлэлцэн тохирогч Улсад бий болсон гэж үзнэ. Гэхдээ Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршин суудаг эсэхийг үл харгалзан эрхийн шимтгэл, шан харамж төлөгч этгээд уг Хэлэлцэн тохирогч Улсад төлөөлөгчийн газар эсвэл товлосон газраар дамжуулан эрхийн шимтгэл, шан харамж төлөх үүрэг хүлээж эрхийн шимтгэл, шан харамж нь тэрхүү төлөөлөгчийн газар эсвэл товлосон газарт бий болсон бол төлөөлөгчийн газар эсвэл товлосон

газрын оршиж байгаа Хэлэлцэн тохирогч Улсад эрхийн шимтгэл, шан харамж бий болсон гэж үзнэ.

7. Эрхийн шимтгэл, шан харамж төлөгч болон авах эрхийг жинхэнэ эзэмшигчдийн хооронд мөн түүнчлэн тэдгээрийн аль нэг гуравдагч этгээдийн хооронд тогтоосон онцлог харилцааны улмаас шалтгаалан төлж буй эрхийн шимтгэл, шан харамжийн хэмжээ нь ийм харилцаа байхгүй тохиолдолд түүнийг төлөгч ба жинхэнэ эзэмшигч хоёрын хоорондоо тохиролцож болох байсан хэмжээнээс хэтэрвэл энэхүү зүйлийн заалтууд зөвхөн тохиролцож болох байсан эцэст дурдсан хэмжээнд хамаарна. Энэ тохиолдолд төлбөрийн илүү гарсан зөрүүд энэхүү Конвенцийн бусад заалтыг харгалзан Хэлэлцэн тохирогч Улс бүр өөрийн хуулийн дагуу татвар ногдуулна.

13 дугаар зүйл. Хөрөнгө борлуулсны орлого

1.а/ Энэхүү Конвенцийн 6 дугаар зүйлд хамаарах хөрөнгийг худалдаж борлуулснаас олсон орлогод уг хөрөнгө байрладаг Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулж болно.

б/ Хөрөнгийг голлон эзэмшиж буй компани болов хуулийн этгээд нь Хэлэлцэн тохирогч Улсад байрлаж, уг хөрөнгийн хэсэг буюу бусад эрх нь нэг болон хэд хэдэн аж ахуйн нэгж, хуулийн этгээдийн шууд буюу дундын хөрөнгө нь болж байвал Хэлэлцэн тохирогч Улсад байрладаг үл хөдлөх хөрөнгө буюу түүнд хамаарах эрхийг борлуулснаас орох орлогод тэр Улсад татвар ногдуулна. Энэхүү заалтад уг аж ахуйн нэгж буюу хуулийн этгээдээс өөрийн гэсэн үйлдвэрлэл, худалдаа, хөдөө аж ахуйн буюу мэргэжлийн бие даасан үйл ажиллагаа явуулахдаа ашиглаж буй үл хөдлөх хөрөнгө хамаарахгүй.

2. Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгжийн Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс дахь төлөөлөгчийн газрын үйл ажиллагаанд ашиглагддаг хөдлөх эд хөрөнгийн зарим хэсэг буюу Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугчаас Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад мэргэжлийн бие даасан үйлчилгээ явуулах зорилгоор ашиглаж байгаа товчлон газарт харьяалагдах хөдлөх эд хөрөнгийг худалдаж борлуулснаас орох орлого, мөн түүнчлэн ийм төлөөлөгчийн газар (дангаар буюу аж ахуйн нэгжийн хамт) буюу ийм товчлон газрыг худалдаж борлуулснаас орох орлогод нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

3. Олон улсын шугамд ашиглагдаж буй хөлөг онгоц болон нисэх онгоц буюу эдгээр тээврийн хэрэгслийн үйл ажиллагаанд хамрагдах хөдлөх эд хөрөнгө худалдаж борлуулснаас олсон орлогод ийм тээврийн хэрэгслийн голлох удирдлага нь байрладаг зөвхөн тэр Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулж болно.

4. Энэхүү зүйлийн 1, 2 ба 3 дугаар заалтад зааснаас бусад аливаа хөрөнгийг худалдан борлуулснаас орох орлогод зөвхөн уг хөрөнгийг худалдсан этгээдийн байнга оршин суудаг Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулж болно.

14 дүгээр зүйл. Мэргэжлийн бие даасан үйл ажиллагаа

1. Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршин суугчийн мэргэжлийн бие даасан үйлчилгээ үзүүлсэн, эсвэл бие даасан шинжтэй аливаа бусад үйл ажиллагаа эрхлэн олсон орлогод зөвхөн Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулж болно. Гэхдээ уг орлогод дараах тохиолдолд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад мөн татвар ногдуулж болно:

а/ хэрэв уг байнга оршин суугч нь Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад өөрийн үйл ажиллагаа явуулах үүднээс товлосон газар ашиглаж байвал, энэ тохиолдолд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад орлогын зөвхөн товлосон газарт хамаарагдах хэсэгт,

б/ уг байнга оршин суугчийн Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад оршин суух хугацаа тухайн санхүүгийн жилд 183 өдрөөс давбал, энэ тохиолдолд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад явуулсан үйл ажиллагаанаас олсон орлогод,

2. "Мэргэжлийн үйл ажиллагаа" гэж тухайлбал шинжлэх ухаан, уран зохиол, соёл урлаг, боловсрол болон багшлах чиглэлийн бие даасан үйл ажиллагаа, түүнчлэн эмч, өмгөөлөгч, инженер, архитекторч, шүдний эмч болон нягтлан бодогч нарын бие даасан үйл ажиллагааг хэлнэ.

15 дугаар зүйл. Мэргэжлийн бие даасан бус үйл ажиллагаа

1. Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад ажил үйлчилгээ эрхлээгүйгээс бусад тохиолдолд Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугчийн ажил хийж авсан цалин хөлс, болон түүнтэй адилтгах орлогод 16, 18 ба 19 дүгээр зүйлд заасанчлан зөвхөн Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулна. Хэрэв ажил үйлчилгээг Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад гүйцэтгэж байвал тэрхүү ажил үйлчилгээнээс олсон орлогод Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар ногдуулна.

2. Энэхүү зүйлийн 1 дүгээр заалтыг үл харгалзан Хэлэлцэн тохирогч Улсын оршин суугч Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад гүйцэтгэж буй ажил үйлчилгээнээс олсон орлогод анхдагч Хэлэлцэн тохирогч Улс дор дурдсан нөхцөлд татвар ногдуулна:

а/ орлого авагч нь тухайн санхүүгийн жилд нийтдээ 183 өдрөөс илүүгүй хугацаагаар Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байсан бол,

б/ орлогыг Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байнга оршин суудаггүй этгээд өөрөө, эсвэл энэ этгээдийн нэрийн өмнөөс төлсөн бол,

в/ орлогыг уг этгээдийг хөлслөгчийн Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс дахь төлөөлөгчийн газар буюу товлосон газар нь төлөөгүй бол,

3. Энэхүү зүйлийн түрүүчийн заалтуудыг үл харгалзан Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгжээс олон улсын шугамд тээвэр хийж буй хөлөг онгоц, инсэх онгоцоор хийж гүйцэтгэсэн ажил үйлчилгээнд тухайн

аж ахуйн нэгжийн голлох удирдлага байрладаг Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулна.

16 дугаар зүйл. Захиргаа болон хяналтын зөвлөлийн гишүүд

Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс дахь компанийн захиргаа буюу хяналтын зөвлөлийн гишүүний хувьд авсан цалин болон бусад төрлийн төлбөр, урамшилд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

17 дугаар зүйл. Урлагийн ажилтнууд ба тамирчид

1. Энэхүү Конвенцийн 14 ба 15 дугаар зүйлийн заалтуудыг үл харгалзан Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч театр, киноны жүжигчин, радио буюу телевизийн урлагийн ажилтан, хөгжимчин буюу тамирчны хувьд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад хувийн тоглолт хийж олсон орлогод Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

2. Энэхүү Конвенцийн 7, 14 ба 15 дугаар зүйлийн заалтуудыг үл харгалзан урлагийн ажилтан, тамирчны хувийн тоглолт хийж олсон орлого өөрт нь биш бусад этгээдэд ногдож байгаа тохиолдолд уг орлогод тоглолт болсон тухайн Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулж болно.

3. Энэхүү зүйлийн 1 дүгээр заалтыг үл харгалзан Хэлэлцэн тохирогч Улсын оршин суугч жүжигчин буюу тамирчнаас Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад явуулж олсон орлогод, хэрэв нөгөө Улсад явуулсан үйл ажиллагаа нь эхний Улс, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж болон хуулийн этгээдийн сангаас үндсэндээ санхүүжигдэж байвал, зөвхөн Хэлэлцэн тохирогч эхний Улсад татвар ногдуулна.

4. 2 дугаар заалтыг үл харгалзан Хэлэлцэн тохирогч Улсын оршин суугч жүжигчин, тамирчин Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад бие даасан мэргэжлийн үйл ажиллагаа явуулсны дүнд олсон орлогыг жүжигчин, тамирчин өөрөө биш, харин өөр этгээд авч байгаа бөгөөд энэ этгээдийг Хэлэлцэн тохирогч Улс, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж болон тэдгээрийн хуулийн этгээдийн сангаас санхүүжүүлж байвал, 7, 14 ба 15 дугаар зүйлийн заалтыг үл харгалзан зөвхөн Хэлэлцэн тохирогч эхний Улсад татвар ногдуулна.

18 дугаар зүйл. Тэтгэвэр

1. Энэхүү Конвенцийн 19 дүгээр зүйлийн 1 дүгээр заалтын дагуу Хэлэлцэн тохирогч Улсад байнга оршин суугч этгээдийн урьд хийж байсан ажилтай нь холбоотой олгосон тэтгэвэр болон түүнтэй адилтгах бусад төлбөрт зөвхөн тухайн Улсад татвар ногдуулна.

2. Энэхүү зүйлийн дээрх заалтыг үл харгалзан Хэлэлцэн тохирогч Улсын нийгмийн даатгалын хууль тогтоомжийн дагуу олгож байгаа тэтгэвэр болон бусад төлбөрт тухайн Улсад татвар ногдуулна.

19 дүгээр зүйл. Төрийн албаны шагнал урамшил

1. Хэлэлцэн тохирогч Улс, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж болон тэдгээрийн хуулийн этгээдээс хувь этгээдэд төлж байгаа шан харамжид, түүний дотор тэтгэвэрт зөвхөн тухайн Улсад татвар ногдуулна.

2. Хэлэлцэн тохирогч Улс, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж болон тэдгээрийн хуулийн этгээдээс аж үйлдвэр, худалдааны үйл ажиллагааны хүрээнд явуулсан үйлчилгээнд төлж байгаа буюу олгосон шан харамж болон тэтгэвэрт 15, 16 ба 18 дугаар зүйлүүд хамаарна.

20 дугаар зүйл. Оюутан

Хэлэлцэн тохирогч Улсад ирэхийнхээ өмнө Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын байнга оршин суугч байсан буюу одоо хэвээр байгаа бөгөөд Хэлэлцэн тохирогч Улсад гагцхүү суралцах, боловсрол эзэмших зорилгоор ирсэн оюутан, дадлага хийгчийн өөрийн хангамж болон сурлага, дадлагадаа зорнулан авч байгаа зөвхөн гадаадаас эх үүсвэртэй орлогод Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулахгүй.

21 дүгээр зүйл. Бусад орлого

1. Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугчийн олж буй энэхүү Конвенцийн өмнөх зүйлүүдэд хөндөгдөөгүй аливаа орлогод зөвхөн тухайн Улсад татвар ногдуулна.

2. Хэрэв орлого ологч нь Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугч бөгөөд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс дахь төлөөлөгчийн газраараа дамжуулан аж үйлдвэр, худалдааны үйл ажиллагаа явуулж байгаа буюу тэнд байгаа товлосон газраар дамжуулан бие даасан мэргэжлийн үйл ажиллагаа явуулж байгаа бөгөөд уг орлоготой холбогдсон эрх ба эд хөрөнгө нь энэ төлөөлөгчийн газар буюу товлосон газартай шууд холбоотой бол 6 дугаар зүйлийн 2 дугаар заалтад тодорхойлсон үл хөдлөх хөрөнгийн орлогоос бусад орлогын хувьд энэхүү зүйлийн 1 дүгээр заалт үл хамаарна. Энэ тохиолдолд 7 буюу 14 дүгээр зүйлийн аль тохиромжтойг хэрэглэнэ.

22 дугаар зүйл. Хөрөнгө

1. а/ Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугчийн эзэмшиж байгаа бөгөөд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байрладаг энэхүү Конвенцийн 6 дугаар зүйлд дурдсан үл хөдлөх хөрөнгөөр илэрхийлэгдэж байгаа хөрөнгөд нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

б/ Хөрөнгө нь Хэлэлцэн тохирогч Улсад байрладаг нэг ба хэд хэдэн компани, хуулийн этгээдүүдийн, эсвэл үл хөдлөх хөрөнгийг шууд буюу дундаа эзэмшдэг компанийн буюу хуулийн этгээдийн хувьцаа болон хувь хөрөнгийн бусад эрхээр илэрхийлэгдсэн хөрөнгөд тухайн Улсад татвар ногдуулж болно. Энэхүү заалтад уг компани буюу хуулийн этгээдийн өөрийн аж үйлдвэр, худалдаа, хөдөө аж ахуйн буюу бие даасан үйл ажиллагаа явуулахдаа ашиглаж буй үл хөдлөх хөрөнгө хамаарахгүй.

2. Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгжийн байнгын төлөөлөгчийн газар Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байрлаж, түүний үйл ажиллагаанд ашиглагддаг хөрөнгийн зарим хэсгийг бүрдүүлэгч хөдлөх хөрөнгө буюу Хэлэлцэн тохирогч Улсын бэйнгын оршин суугчийн Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад бие даасан хувийн үйлчилгээ явуулах зорилгоор ашиглаж буй товчлон газарт харьяалагдах хөдлөх хөрөнгөд төлөөлөгчийн газар буюу товчлон газар байрладаг нөгөө Улсад татвар ногдуулж болно.

3. Олон улсын шугамд ашиглагдаж буй хөдөлгөөн болон нисэх онгоцоор илэрхийлэгдсэн хөрөнгө буюу эдгээр тээврийн хэрэгслийн үйл ажиллагаанд хамаарагдах хөдлөх хөрөнгөд тухайн аж ахуйн нэгжийн голлох удирдлага нь байрладаг зөвхөн тэр Хэлэлцэн тохирогч Улсад татвар ногдуулна.

4. Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугчийн бусад төрлийн бүх хөрөнгөд зөвхөн тэр Улсад татвар ногдуулна.

23 дугаар зүйл. Давхар татвар ногдуулахгүй байх

1. Франц Улсад давхар татварыг дараах байдлаар арилгана:

а/ Францын байнга оршин суугч Монголд орж байгаа орлогыг эзэмшигч нь бөгөөд уг орлого нь Францын хууль тогтоомжийн дагуу компаний татвараас чөлөөлөгдөөгүй бол Монгол Улс энэхүү Конвенцийн дагуу татвар ногдуулахдаа Францын татварын хэмжээг тооцож үзнэ. Энэ тохиолдолд уг орлогод ногдуулах Монголын татвар хасагдахгүй боловч түүнийг эзэмшигч нь дорхи 1/ ба 2/ гэсэн дэд хэсгүүдэд дурдсан нөхцөл, хязгаарлалтын дагуу Францын татварт хамааруулж болох татварын хөнгөлөлт авах эрхтэй. Энэхүү татварын хөнгөлөлт нь дараах 1/ ба 2/ гэсэн дэд хэсгүүдэд дурдсан хэмжээтэй тэнцүү байна:

1/ 2/ дэд хэсэгт дурдаагүй орлогын хувьд түүнийг эзэмшигч нь уг орлогодоо Монголын татварыг заавал төлсөн байх тохиолдолд уг орлогод тохирсон Францын татварын хэмжээтэй.

2/ 10, 11 болон 12 дугаар зүйлүүдэд дурдсан орлогын хувьд болон 13 дугаар зүйлийн 1 дүгээр заалт, 15 дугаар зүйлийн 3 дугаар заалт, 16 дугаар зүйл, 17 дугаар зүйлийн 1 ба 2 дугаар заалтууд, 18 дугаар зүйлийн 2 дугаар заалтуудын дагуу Монгол Улсад төлсөн татварын хэмжээтэй, харин энэхүү татварын хөнгөлөлт нь уг татварт тохирсон Францын татварын хэмжээнээс үл хэтэрнэ.

б/ а/ хэсэгт дурдсан 11 ба 12 дугаар зүйлийн дагуу Монголд төлсөн татварын хэмжээ нь уг орлогод төлөх Францын татварын хэмжээнээс илүү гарч байвал уг орлогыг авч байгаа Францын оршин суугч нь энэ асуудлыг Францын эрх бүхий байгууллагад мэдүүлж болно. Хэрэв энэ татвар ногдуулалтыг болт орлогын татвар ногдуулалттай тохирохгүй байна гэж үзвэл Францын эрх бүхий байгууллага өөрийн тодорхойлсон нөхцөлийн дагуу энэхүү байнга оршин суугчийн гадаадаас авах бусад орлогоос

Францад ногдуулах татварын хэмжээг Монголд илүү төлсөн хэмжээгээр нь хасч тооцож болно. Энэхүү б/ хэсэг нь г/ хэсгийн 3/ дахь дэд хэсэгт дурдсан тохнолдолд үл хамаарна.

в/ Энэхүү Конвенцийн 22 дугаар зүйлийн 1 ба 2 дугаар заалтын дагуу Монголд татвар төлбөл зохих хөрөнгө эзэмшдэг Францын байнга оршин суугч нь уг хөрөнгөд Франц Улсад татвар төлнө. Гэхдээ Францын татварын хэмжээг тогтооходоо татварын хөнгөлөлтийг хасч тооцох бөгөөд уг хөнгөлөлт нь тухайн хөрөнгөд Монголд төлсөн татварын хэмжээтэй тэнцүү байна. Энэхүү татварын хөнгөлөлт нь аливаа тохнолдолд уг хөрөнгөд тохируулан ногдуулсан Францын татварын хэмжээвээс хэтрэхгүй байна.

г/ 1/ б/ ба б/ хэсгүүдэд дурдсан “энэхүү орлогод тохируулан ногдуулсан Францын татварын хэмжээ” гэж:

-энэхүү орлогод ногдуулбал зохих татварыг тэнцүү хувь хэмжээгээр тооцох бөгөөд уг орлогыг тооцоход бодитойгоор хэрэглэсэн татвараар илэрхийлэгдсэн бодит татварын хэмжээ,

-энэхүү орлогод ногдуулбал зохих татварыг өсөн нэмэгдүүлэх хувь хэмжээгээр тооцсон татварын хэмжээ болон Францын хууль тогтоомжийн дагуу нийт цэвэр орлогод бодитойгоор ногдуулбал зохих татвар, нийт цэвэр орлогын хэмжээний хоорондын харьцааны хуваариаар илэрхийлэгдсэн цэвэр орлогын хэмжээг тус тус хэлнэ.

Энэхүү тайлбарыг в/ хэсэгт заасан “хөрөнгөд тохируулан ногдуулсан” гэсэн ойлголттой нэгэн адилаар хэрэглэнэ.

2/ 3/ дэд хэсгийн заалтыг үл харгалзан “Монголд төлсөн татварын хэмжээ” гэж тухайн орлого буюу хөрөнгөд энэхүү Конвенцийн дагуу бодитойгоор төлсөн уг орлого буюу хөрөнгийг эзэмшигч Францын байнга оршин суугчийн татварын хэмжээг хэлнэ.

3/ а/ хэсгийн хувьд Монголын эдийн засгийн хөгжилд дэмжлэг үзүүлж үүднээс татвар ногдуулах горимын дагуу Монголын татварыг бууруулах буюу татвараас түр чөлөөлөх асуудал гарвал Монголд төлсөн татварын хэмжээ нь энэхүү Конвенциор тогтоогдсон хязгаарлалт болон Монголын түгээмэл эрхийн хууль тогтоомжийн дагуу төлөгдсөн байвал зохих татварын хэмжээтэй тэнцүү байна гэж үзэх бөгөөд үүнд энэхүү Конвенцийн 10 дугаар зүйлийн 2 дугаар заалт, 11 дүгээр зүйлийн 2 дугаар заалт, 12 дугаар зүйлийн 2 дугаар заалтад дурдсан орлогыг хамааруулна. 3/ дахь дэд хэсгийн энэхүү заалт нь уг Конвенц хүчин төгөлдөр болсон өдрөөс хойш 10 жилийн туршид үйлчилнэ. Энэхүү 10 жилийн хугацааг Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллагууд харилцан тохиролцож сунгаж болно.

2. Монгол Улсад давхар татварыг дараах байдлаар арилгана:

а/ Монголын байнга оршин суугч нь Франц Улсад орлого олж байвал энэхүү Конвенцийн дагуу уг орлогоос Франц Улсад төлбөл зохих

татварын дүнг тухайн оршин суугчийн нийт орлогод ногдуулах Монголын татварын дүнгээс хасч тооцно. Гэхдээ хөнгөлөлтийн дүн нь Монголын хууль тогтоомжийн дагуу тухайн орлогод ногдвол зохих Монголын татварын хувь хэмжээнээс хэтрэхгүй байна.

б/ уг компанийн хөрөнгийн 10-аас доошгүй хувийг эзэмшдэг Францын байнга оршин суугч компаниас Монголын байнга оршин суугч компанид төлж байгаа Францын олж байгаа орлого нь дивиденд болох тохнолдолд энэ дивидендэд Францын тал татварын хөнгөлөлт үзүүлнэ.

24 дүгээр зүйл. Ялгаварлан гадуурхах явдал гаргахгүй байх

1. Хэлэлцэн тохирогч Улсын харьяат Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад татвар төлөх болон түүнтэй холбоотой бусад шаардлагын хувьд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын харьяатаас татварын адилгүй буюу илүү хүндрэлтэй нөхцөлд оруулахгүй.

2. Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгжийн Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байрладаг төлөөлөгчийн газраас татвар төлөх нөхцөлийг Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад түүнтэй адилтгах төрлийн үйл ажиллагаа явуулдаг аж ахуйн нэгжийн татвар төлөх нөхцөлөөс дор байлгаж болохгүй. Дээрх заалт нь Хэлэлцэн тохирогч Улс нь Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын байнга оршин суугчдыг өөрийн байнга оршин суугчдын адил байдал, гэр бүлийн зардлыг харгалзан татвараас чөлөөлөх, хөнгөлөх, багасгах эрх эдлүүлэх ёстой гэсэн утгаар хэрэглэгдэхгүй.

3. Энэхүү Хэлэлцээрийн 9 дүгээр зүйлийн 1 дүгээр заалт, 11 дүгээр зүйлийн 7 дугаар заалт, 12 дугаар зүйлийн 7 дугаар заалтыг хэрэглэхээс бусад тохнолдолд Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгжийн татвар ногдох ашгийг тодорхойлохдоо тухайн аж ахуйн нэгжээс Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байнга оршин суугч этгээдэд төлж буй хүү, эрхийн шимтгэл, шан харамж болон бусад төлбөрийг хасна. Гэхдээ Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгжийн татвар ногдох хөрөнгийг тодорхойлохдоо тухайн аж ахуйн нэгжээс Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын байнга оршин суугчид төлөх өрийг Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугчийн хувьд тохиролцсон ижил нөхцөлийг харгалзан үзэж хасч тооцно.

4. Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгжийн хөрөнгийг Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын байнга оршин суугч нэг буюу хэсэг этгээдэд шууд бусаар бүхэлд нь, эсвэл хэсэгчлэн өмчлөх буюу мэдэлдээ авч байвал Хэлэлцэн тохирогч Улс өөрийн адил төрлийн үйл ажиллагаа явуулж буй аж ахуйн нэгжийн татвар төлөх буюу түүнтэй холбоотой шаардлагаас өөр буюу илүү хүндрэлтэй байдалд оруулах хариуцлага ногдуулахгүй.

5. Хэлэлцэн тохирогч Улс татварын хуулийнхаа дагуу өөртөө болон засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж болон аж үйлдвэр, худалдааны шинж чанаргүй үйл ажиллагаа явуулдаг хуулийн этгээдэд ашигтайгаар татвараас чөлөөлж, татварыг хөнгөлж байвал ийм ижил нөхцөлд Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улс, түүний засаг захиргаа, нутаг дэвсгэрийн нэгж буюу дээр

дурдсантай адил буюу бие даасан үйл ажиллагаа явуулдаг хуулийн этгээдэд ижил буюу мөн адил нөхцөлийг хэрэглэгдэнэ. Гэвч 6 дугаар заалтыг үл харгалзан энэхүү заалт нь үзүүлсэн үйлчилгээний татварт хамаарахгүй.

6. Энэ зүйлийн заалтууд нь 2 дугаар зүйлийн заалтуудаас үл хамааран бүх нэр төрлийн татваруудыг хамаарна.

7. Хэлэлцэн тохирогч Улсууд хоорондоо энэхүү Конвенцийн гадна аливаа гэрээ, хэлэлцээр, конвенц байгуулж ялгаварлан гадуурхах явдлыг гаргахгүй байх. үндэстний нэн тааламжтай нөхцөл олгох асуудлыг шийдвэрлэлээ ч татвар ногдуулалтын хувьд тэдгээр заалтуудыг баримтлахгүй байх.

25 дугаар зүйл. Харилцан тохирох журам

1. Хэрэв аливаа этгээд Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Улс энэхүү Конвенцид заагдаагүй татвар түүнд ногдуулсан буюу ногдуулах боллоо гэж үзвэл тухайн улсын хууль тогтоомжийн заалтуудыг үл харгалзан өөрийн байнга оршин суугаа Хэлэлцэн тохирогч Улс буюу /хэрэв түүнд 24 дүгээр зүйлийн 1 дүгээр заалтыг хэрэглэвэл/ харьяат Улсынхаа эрх бүхий байгууллагад гомдлоо гаргаж болно. Гомдлыг энэхүү Хэлэлцээрт заагдаагүй татвар ногдуулж байна гэж анх мэдсэнээс хойш 3 жилийн дотор гаргана.

2. Гомдлыг нотолж хангалттай шийдвэр гаргах боломжгүй бол Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын эрх бүхий байгууллагууд энэхүү Конвенцид заагдаагүй татвар ногдуулахгүй байх зорилгоор харилцан тохирох бүх арга хэмжээ авна. Аливаа тохиролцоог Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Улсын хууль тогтоомжийн цаг хугацааны хязгаарлалтыг үл харгалзан хэрэгжүүлнэ.

3. Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллагууд нь энэхүү Конвенцийг хэрэглэх болон тайлбарлахад үүсэх аливаа хүндрэлтэй болон эргэлзээтэй асуудлуудыг харилцан тохирох журмаар шийдвэрлэхийг эрмэлзэнэ. Мөн түүнчлэн энэхүү Конвенцид заагдаагүй орлогыг давхар татвараас чөлөөлөх асуудлыг тэд хамтран хэлэлцэж болно.

4. Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллагууд нь өмнөх заалтуудад дурдсаны дагуу тохиролцоонд хүрэх зорилгоор өөр хоорондоо шууд харилцаж болно. Хэрэв талууд уулзаж санал солилцох нь тохиролцоонд хүрэх явдлыг хөнгөвчлөх байдал ашиглагдвал Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллагуудын төлөөлөгчдөөс бүрдсэн Комиссын хүрээнд тийвхүү санал солилцож болно.

5. Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын эрх бүхий байгууллагууд энэхүү Конвенцийг хэрэгжүүлэх арга зам, тухайлбал Конвенцид тодорхойлсон татварын хөнгөлөлтийг олж авахын тулд Хэлэлцэн тохирогч Улсын байнга оршин суугчаас хийж гүйцэтгэх үйл ажиллагааг харилцан тохиролцсоны үндсэн дээр зохицуулж болно. Эдгээр үйл ажиллагаанд оршин суугчийн тухай мэдээлэл, ялангуяа түүний холбогдох орлогын хэмжээ, шинж чанар.

Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын татварын үйлчилгээний тухай баримт, нотолгоо бүхий гэрчилгээ бичгийг оруулан мэдүүлж болох юм.

26 дугаар зүйл. Харилцаа мэдээлэл солилцох

1. Хэлэлцэн тохирогч хоёр Улсын эрх бүхий байгууллагууд энэхүү Конвенцид хамрагдах заалтуудыг хэрэгжүүлэх үүднээс, энэхүү Конвенциор зохицуулагдах татварын тухай Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын дотоодын хууль тогтоомж, энэхүү Конвенцид харш бус шаардлагатай мэдээллийг харилцаа солилцоно. Ийнхүү мэдээлэл солилцох нь 1 дүгээр зүйлээр үл хязгаарлагдана. Хэлэлцэн тохирогч Улс хүлээн авсан мэдээллийг өөрийн улсын дотоодын хууль тогтоомжийн дагуу авах мэдээллийн нэгэн ажил нууцалж, зөвхөн энэхүү Конвенцид хамрагдах татвар төлүүлэх, төлүүлэхээр дайчлах ёс журам, татвартай холбогдсон асуудлаар албадах шийдвэрээр зохицуулагдах татварыг тогтоох, нөхөн төлүүлэхтэй холбоо бүхий этгэдүүд, эрх барих байгууллагуудад (түүний дотор шүүх, захиргааны байгууллагыг оролцуулан) мэдэгдэх эрхтэй. Тэдгээр этгээд, эрх барих байгууллагууд нь уг мэдээллийг зөвхөн дээрх зорилгод ашиглана. Түүнчлэн тэд дээрх мэдээллийг олон нийтийн шүүх ажиллагааны явцад задлах буюу шүүхийн шийдвэрт тусгаж болно.

2. Дээрх заалт нь ямар ч тохиволдолд Хэлэлцэн тохирогч Улсад дараах үүргийг хүлээлгэж ёсгүй:

а/ Хэлэлцэн тохирогч Улсын буюу Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын хууль тогтоомж, захиргааны хэм хэмжээнд харшлах захиргааны арга хэмжээ авах,

б/ Хэлэлцэн тохирогч Улсын буюу Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсын хууль тогтоомж болон захиргааны ердийн үйл ажиллагааны дагуу олж үл болох мэдээллээр хангах,

в/ Хэлэлцэн тохирогч Улсуудын худалдаа, аж үйлдвэр, мэргэжлийн нууц алдагдуулах арга болон нийгмийн хэв журамд харшлах мэдээллээр хангах.

27 дугаар зүйл. Дипломат ба консулын ажилтнууд

Энэхүү Конвенцийн заалтууд нь олон улсын эрх зүйн түгээмэл хэм хэмжээ болон тусгай Хэлэлцээрийн заалтуудын дагуу дипломат төлөөлөгчийн газрын гишүүд, тэдний хувийн орон сууцны ажилтны (хувийн гэрийн ажилтны) талаархи болон консулын төлөөлөгчид буюу олон улсын байгууллагын дэргэд суугаа бэйнгын төлөөлөгчийн газрын гишүүдийн татварын хөнгөлөлт эдлэх давуу эрхийг үл хөндөнө.

28 дугаар зүйл. Хүчин төгөлдөр болох тухай

1. Энэхүү Конвенц нь хоёр Улс уг Конвенцийг дотоодын хууль тогтоомжийн дагуу хүчин төгөлдөр болгон баталж сүүлийн Улс нотоор мэдэгдсэн өдрөөс хойш 2 дахь сарын эхний өдрөөс эхлэн хүчин төгөлдөр болно.

2. Энэхүү Конвенцийн заалтууд нь дараах хүрээг хамаарна:

а/ уг Конвенц хүчин төгөлдөр болсон хуанлийн жилийн дараах жилээс нийт орлогын татварын хэвжээг,

б/ уг Конвенц хүчин төгөлдөр болсон хуанлийн жилийн дараах жилээс эхлэн бусад татваруудыг.

29 дүгээр зүйл. Дуусгавар болох хугацаа

1. Энэхүү Конвенц нь хугацаагүй мөрдөгдөх боловч Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Улс уг Конвенц хүчин төгөлдөр болсноос хойш 5 дахь хуанлийн жилийн дараа түүнийг цуцлах тухайгаа наанадаж 6 сарын өмнө Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад дипломат шугамаар нот бичгээр мэдэгдэж болно.

2. Энэ тохиолдолд уг Конвенц дараах хүрээнд үйлчлэхээ болино:

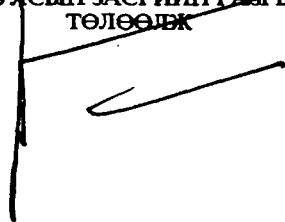
а/ уг Конвенцийг цуцалсан жилийн дараагийн хуанлийн жилээс эхлэн орлогын татвар болон нийт орлогод,

б/ уг Конвенцийг цуцалсан жилийн дараагийн хуанлийн жилээс эхлэн бусад татваруудад.

Дээр дурдсаныг нотолж, зохих ёсоор эрх олгогдсон дараах хүмүүс энэхүү Конвенцид гарын үсэг зурав.

Энэхүү Конвенцийг хотноо 1996 оны 4 дугаар
сарын - ны өдөр франц, монгол хэлээр хоёр эх хувь үйлдсэн бөгөөд
эх бичвэрүүд нь адал хүчинтэй.

БҮГД НАЙРАМДАХ ФРАНЦ
УЛСЫН ЗАСГИЙН ГАЗРЫГ
ТӨЛӨӨЛЖ



МОНГОЛ УЛСЫН ЗАСГИЙН
ГАЗРЫГ ТӨЛӨӨЛЖ



ПРОТОКОЛ

Орлого ба хөрөнгийн татварыг давхардуулж ногдуулахгүй байх, татвар төлөхөөс зайлсхийх явдлаас урьдчилан сэргийлэх тухай Бүгд Найрамдах Франц Улсын Засгийн газар, Монгол Улсын Засгийн газар хоорондын Конвенцийн салшгүй хэсэг болох дараах зүйлийг хэлэлцэгч талууд тохиролцов.

1. 2 дугаар зүйлийн хувьд гэвэл 3 дугаар заалтын “а”-д дурдсан цалин хөлсөнд ногдуулах татварыг энэхүү Конвенцийн аж ахуйн нэгжийн ашиг буюу бие даасан мэргэжлийн үйл ажиллагааны орлогод аль тохирох заалтын дагуу ногдуулна.

2. 7 дугаар зүйлийн талаар:

а/ хэрэв Хэлэлцэн тохирогч Улсын аж ахуйн нэгж Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Улсад байрладаг Байнгын төлөөлөгчийн газраараа дамжуулан худалдаа хийж, аж ахуйн үйл ажиллагаа явуулж байгаа бол энэхүү төлөөлөгчийн газрын орлогын хэмжээг аж ахуйн нэгжийн олсон мөнгөний нийт дүнгээс бус, харин түүний хийсэн худалдаа, явуулсан үйл ажиллагааны орлогын бодит дүнгээс тооцно,

б/ судалгаа хийх, үйлдвэр, худалдаа, шинжлэх ухааны багаж, төхөөрөмж, барилга байгууламж нийлүүлэх, суурьлуулах болон нийтийн бүтээл хэвлэх тухай гэрээ байгуулсан аж ахуйн нэгж өөрийн байнгын төлөөлөгчийн газартай бол, тэрхүү байнгын төлөөлөгчийн газрын ашгийг гэрээний нийт дүнгийн үндсэн дээр тодорхойлох бус, зөвхөн түүний гэрээний дагуу бодитоор гүйцэтгэсэн ажлын хэсгийг үндэс болгоно. Аж ахуйн нэгжийн голлох удирдлага нь байрладаг Улсад гүйцэтгэсэн гэрээний хэсэгт ногдох орлогын татварыг зөвхөн тухайн Улсад ногдуулна.

3. 8 дугаар зүйлийн хувьд Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Улс энэхүү зүйлийн заалтыг төмөр замын тээвэрт хамааруулна гэж үзвэл Хэлэлцэн тохирогч Талууд тэрхүү боломжийг судлах хэлэлцээ хийнэ.

4. 12 дугаар зүйлийн хувьд техникийн үйлчилгээ, түүний дотор шинжлэх ухаан, геологи, техникийн судалгаа шинжилгээ болон инженерийн ажил, түүний дотор эдгээрт холбогдох төлөвлөгөө, зөвлөмж болон хяналтын үйлчилгээ буюу ашиглалтад төлөх болон үйлдвэрлэл, худалдаа, шинжлэх ухааны салбарт олсон туршлагатай холбогдол бүхий мэдээлэл ашигласны төлөө төлөх хөлсийг эрхийн шимтгэл, шан харамж гэж үзэхгүй. Энэ тохиолдолд 7 буюу 14 дүгээр зүйлийн аль тохиромжтойг хэрэглэнэ.

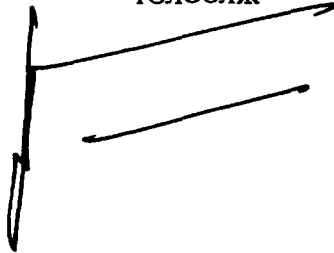
5. Францын дотоодын хууль тогтоомжийн дагуу Францын байнгын оршин суугчийн орлогод ногдох татварыг тогтоохдоо Монголд байрладаг төлөөлөгчийн газрын алдагдлыг хасан, эсвэл алдагдлын хэмжээгээр орлогоос хорогдуулан тооцдог бол энэхүү Конвенцийн заалтууд уг хуультай харшлахгүй болно.

6. Францын хувьд энэхүү Конвенцийн заалтууд Албан татварын сөрөнхий хуулийн 209 в, 209-ийн 5, 212 дугаар зүйл болон тэдгээрийг орлосон ижил бусад заалтыг мөрдөхөд саад болохгүй.

Дээр дурдсаныг нотолж, зохих ёсоор эрх олгогдсон дараах хүмүүс энэхүү Протоколд гарын үсэг зурав.

Энэхүү Протоколыг хотноо 1996 оны 4 сарын ны өдөр франц, монгол хэлээр хоёр эх хувь үйлдсэн бөгөөд эх бичвэрүүд нь адил хүчинтэй.

БҮГД НАЙРАМДАХ ФРАНЦ
УЛСЫН ЗАСГИЙН ГАЗРЫГ
ТӨЛӨӨЛЖ



МОНГОЛ УЛСЫН ЗАСГИЙН
ГАЗРЫГ ТӨЛӨӨЛЖ



[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF MONGOLIA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the French Republic and
The Government of Mongolia,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

Article 1. Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2. Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax;
 - (ii) The corporation tax;
 - (iii) The tax on wages;
 - (iv) The wealth tax;
- (hereinafter referred to as "French tax");

(b) In the case of Mongolia:

- (i) The individual income tax;
 - (ii) The corporate income tax;
- (hereinafter referred to as "Mongolian tax").

4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the

existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3. General Definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean France or Mongolia as the context requires;

(b) The term "France" means the European and overseas departments of the French Republic including the territorial sea, and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of the seabed, its subsoil and the superjacent waters;

(c) The term "Mongolia" means the territory of Mongolia when used in its geographical sense;

(d) The term "subdivisions" means the subdivisions of Mongolia;

(e) The term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

(f) The term "company" means any body corporate or any entity which is treated, for tax purposes, as a body corporate;

(g) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(h) The term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(i) The term "competent authority" means:

(i) In the case of France, the Minister of the Budget or his authorized representative;

(ii) In the case of Mongolia, the Minister of Finance or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State, any term not defined therein shall have the meaning which it has under the domestic law of that State concerning the taxes to which the Convention applies. The meaning of a term under the tax law of that State shall have priority over the meaning provided for such term under other branches of law of that State.

Article 4. Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

4. The term "resident of a Contracting State" includes:

(a) That State, its subdivisions and local authorities and their bodies corporate thereof governed by public law;

(b) Where that State is France, companies and bodies of persons which have their place of effective management in France and whose shareholders, partners or other members are personally liable to tax therein in respect of their share in the profits, in application of French domestic laws.

Article 5. Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop;

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A building site or construction or installation project constitutes a "permanent establishment" only if it lasts more than 12 months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person -- other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies -- is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. Income from Immovable Property

1. Income derived from immovable property (including income from agriculture or forestry) shall be taxable in the Contracting State in which such property is situated.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

5. Where the ownership of shares or other rights in a company or body corporate gives the owner the right to enjoyment of immovable property situated in a Contracting State and owned by that company or body corporate, the income which the owner of the shares or other rights derives from the direct use, letting or use in any other form of his right to such enjoyment shall be taxable in that State notwithstanding the provisions of articles 7 and 14.

Article 7. Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

Article 8. Shipping and Air Transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship is a resident.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a group (pool), a joint business or an international operating agency.

Article 9. Associated Enterprises 1. Where:

(a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State -- and taxes accordingly -- profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if it considers that such an adjustment is warranted. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall, if necessary, consult each other.

Article 10. Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which holds directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. A resident of Mongolia who receives dividends paid by a company that is a resident of France may obtain a refund of any prepayment (*précompte*) insofar as such prepayment has been made by the company in respect of such dividends. The gross amount of the refunded prepayment shall be deemed a dividend for the purposes of the application of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 2.

4. The term "dividend" as used in this article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income subjected to the system of distribution by the tax laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident. It shall be understood that the term "dividend" does not include the income referred to in article 16.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the interest referred to in paragraph 1 shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident if that person is the beneficial owner of the interest and if one of the following conditions is met:

(a) That person is one of the Contracting States, its subdivisions or local authorities, or one of the bodies corporate thereof governed by public law, including the central bank of that State, or such interest is paid by one of those States, subdivisions, local authorities or bodies corporate;

(b) The interest is paid in connection with the credit sale of industrial, commercial or scientific equipment, or in connection with the credit sale of goods or merchandise or the supply of services by an enterprise to another enterprise;

(c) The interest is paid in respect of a loan of any kind authorized by a credit institution.

4. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this article. The term "interest" does not include items of income regarded as dividends in accordance with the provisions of article 10.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties, the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the royalties referred to in paragraph 1, which comprise payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright or similar right, shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident, if that person is the beneficial owner of the royalties.

4. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright or similar right, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. Capital Gains

1. (a) Gains from the alienation of immovable property referred to in article 6 may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated.

(b) Gains from the alienation of shares or other rights in a company or body corporate the assets of which consist principally, either directly or through one or several other companies or bodies corporate, of immovable property situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State. As regards the application of this provision, immovable property used by that company or body corporate in its own business or agricultural operations or in the performance of independent personal services shall not be taken into consideration.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing indepen-

dent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of an enterprise and consisting of ships or aircraft operated by it in international traffic or of movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14. Independent Personal Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State except in the following circumstances, when such income may also be taxed in the other Contracting State:

(a) If he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities; in that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other State; or

(b) If his stay in the other Contracting State is for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned; in that case, only so much of the income as is derived from his activities performed in that other State may be taxed in that other State.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 16. Members of Boards of Directors

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the Board of Directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 17. Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an artiste or an athlete in his capacity as such accrues not to the artiste or athlete himself but to another person, it may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the artiste or athlete are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, income derived by a resident of a Contracting State as an artiste, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State where such activities in the other State are principally supported by public funds of the first-mentioned State, its subdivisions or local authorities, or bodies corporate thereof governed by public law.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an artiste or an athlete who is a resident of a Contracting State in his capacity as such in the other Contracting State accrues not to the artiste or athlete himself but to another person, that income shall, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxable only in the first-mentioned State where such other person is principally supported by public funds of this State, its subdivisions or local authorities, or bodies corporate thereof governed by public law.

Article 18. Pensions

1. Subject to the provisions of paragraph 1 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the preceding provisions of this article, pensions paid and other payments made under the social security legislation of a Contracting State may be taxed in that State.

Article 19. Remuneration in Respect of Government Service

1. Remuneration, including pensions, paid to an individual by a Contracting State, or one of its subdivisions or local authorities, or one of the bodies corporate thereof governed by public law shall be taxable only in that State.

2. The provisions of articles 15, 16, and 18 shall apply to remuneration and pensions paid in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State, or one of its subdivisions or local authorities, or one of the bodies corporate thereof governed by public law.

Article 20. Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 21. Other Income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

Article 22. Capital

1. (a) Capital represented by immovable property referred to in article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

(b) Capital represented by shares or other rights in a company or body corporate the assets of which consist principally, either directly or through one or several other companies or bodies corporate, of immovable property situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State. As regards the application of this provision, immovable property used by that company or body corporate in its own business or

agricultural operations or in the performance of independent personal services shall not be taken into consideration.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by property forming part of the business property of an enterprise and consisting of ships or aircraft operated by it in international traffic and of movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 23. Elimination of Double Taxation

1. In the case of France, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Income arising in Mongolia and taxable, or taxable only, in that State under the provisions of this Convention shall be taken into account in calculating French tax if the recipient is a resident of France and the income is not exempt under French domestic law from the corporation tax. In such case, Mongolian tax is not deductible from such income, but the recipient shall be entitled, subject to the conditions and limits provided for in subparagraphs (i) and (ii) below, to a tax credit against French tax. The tax credit shall be equal to:

(i) In respect of income not referred to in subparagraph (ii) below, the amount of the French tax attributable to such income, provided that the recipient is liable to Mongolian tax thereon;

(ii) In respect of the income referred to in articles 10, 11 and 12, paragraph 1 of article 13, paragraph 3 of article 15, article 16, paragraphs 1 and 2 of article 17 and paragraph 2 of article 18, the amount of the tax paid in Mongolia under the provisions of the said articles; such credit shall not, however, exceed the amount of the French tax attributable to such income.

(b) As regards the application of subparagraph (a) above to the income referred to in articles 11 and 12, where the amount of the tax paid in Mongolia under the provisions of the said articles exceeds the amount of the French tax attributable to such income, the resident of France receiving this income may present his case to the competent French authority. If it appears that such a situation results in taxation which is not comparable to taxation on net income, that competent authority may, under conditions which it shall determine, allow the non-credited amount of the tax paid in Mongolia as a deduction from the French tax levied on other income from foreign sources derived by that resident. The provisions of this subparagraph shall not apply in the case provided for in subparagraph (d)(iii) below.

(c) A resident of France who owns capital taxable in Mongolia in accordance with the provisions of paragraphs 1 and 2 of article 22 may also be taxed in France on such capital. The French tax is calculated by allowing a tax credit equal to the amount of the tax paid in

Mongolia in respect of that capital. Such tax credit shall not, however, exceed the amount of the French tax attributable to such capital.

(d) (i) It is understood that the term "amount of the French tax attributable to such income" used in subparagraphs (a) and (b) above means:

Where the tax on such income is calculated by applying a proportional rate, the amount of the net income concerned multiplied by the rate which actually applies to that income;

Where the tax on such income is calculated by applying a progressive scale, the amount of the net income concerned multiplied by the rate resulting from the ratio of the tax actually payable on the total net income taxable in accordance with French law to the amount of that total net income.

This interpretation also applies by analogy to the term "amount of the tax attributable to such capital" used in subparagraph (c) above.

(ii) Subject to the provisions of subparagraph (iii) below, it is understood that the term "amount of the tax paid in Mongolia" means the amount of the Mongolian tax actually and definitively borne in respect of the income or items of capital concerned in accordance with the provisions of the Convention by the resident of France receiving such income or owning such items of capital.

(iii) As regards the application of subparagraph (a) above to the income referred to in paragraph 2 of article 10, paragraph 2 of article 11 and paragraph 2 of article 12, where the Mongolian tax is subject to a temporary reduction or exemption in application of a tax incentive scheme aimed at promoting the economic development of Mongolia, the amount of the tax paid in Mongolia shall be regarded as being equal to the amount that would have been payable, within the limits established by the Convention, under Mongolian ordinary law. The provisions of this subparagraph shall apply for 10 years from the date of the entry into force of the Convention. This 10-year period may be extended by mutual agreement between the competent authorities of the Contracting States.

2. In the case of Mongolia, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Mongolia derives income from France, the amount of the tax on that income payable in France in accordance with the provisions of the Convention shall be deductible from the Mongolian tax imposed on that resident. The amount of the credit shall not, however, exceed the amount of the Mongolian tax on that income calculated in accordance with Mongolian law.

(b) Where the income derived from France is a dividend paid by a company that is a resident of France to a company that is resident of Mongolia and that owns not less than 10 per cent of the capital of the company paying the dividend, the credit shall take into account the tax paid by the first-mentioned company in respect of the profits from which the dividend is paid.

Article 24. Non-discrimination

1. Individuals who are nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which individuals

who are nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of article 9, paragraph 7 of article 11, or paragraph 7 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. Subject to agreement on a case-by-case basis between the competent authorities, tax exemptions and other advantages provided by the tax law of a Contracting State for the benefit of that State, its subdivisions or local authorities, or bodies corporate thereof governed by public law the activities of which are not of an industrial or commercial nature, shall apply under the same conditions respectively to the other Contracting State, its subdivisions or local authorities, or bodies corporate thereof governed by public law the activities of which are identical or similar. Notwithstanding the provisions of paragraph 6, the provisions of this paragraph shall not apply to taxes or charges payable in respect of services rendered.

6. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

7. Where a treaty, agreement or convention between the Contracting States other than this Convention includes a non-discrimination clause or a most-favoured-nation clause, it is understood that such clause shall not apply to matters relating to taxation.

Article 25. Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States,

present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

5. The competent authorities of the Contracting States may decide by mutual agreement the modalities for the application of the Convention, in particular the formalities to be completed by residents of a Contracting State in order to obtain in the other Contracting State the advantages provided for by the Convention. Such formalities may include the presentation of a certificate of residence indicating, in particular, the nature and the amount or value of the income or capital concerned and certified by the tax services of that other State.

Article 26. Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

Article 27. Diplomatic and Consular Officers

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and their private servants, of members of consular missions, or of members of permanent missions to international organizations under the general rules of international law or under the provisions of specific agreements.

Article 28. Entry into Force I.

Each Contracting State shall notify the other of the completion of the procedures required by it for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the day on which the later of these notifications is received.

2. The provisions of this Convention shall apply:

(a) As regards taxes on income, to income relating to the entire calendar year or accounting period in which the Convention enters into force;

(b) As regards other taxes, to taxes the chargeable event of which comes into effect after the calendar year in which the Convention enters into force.

Article 29. Termination

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, after the fifth calendar year following the date of the entry into force of the Convention, either Contracting State may terminate it, with effect from the end of a calendar year, by giving at least six months' notice thereof through the diplomatic channel.

2. In such event, the Convention shall no longer apply:

(a) As regards taxes on income, to income relating to any calendar year or accounting period beginning after the calendar year in which notice of termination is given;

(b) As regards other taxes, to taxes the chargeable event of which comes into effect after the calendar year in which notice of termination is given.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at Paris on 18 April 1996, in duplicate in the French and Mongolian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JACQUES TOUBON

For the Government of Mongolia:

T. TJOGT

Minister of Trade and Industry

PROTOCOL

On signing the Convention between the Government of the French Republic and the Government of Mongolia for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. With reference to article 2, the tax on wages referred to in subparagraph 3 (a) shall be governed by the provisions of the Convention applicable, as the case may be, to the profits of enterprises or to income in respect of independent personal services.

2. With reference to article 7, it is understood that:

(a) Where an enterprise of a Contracting State sells goods or merchandise or carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the profits of that permanent establishment shall be calculated not on the basis of the total amount received by the enterprise but solely on the basis of the payments attributable to the actual activities of the permanent establishment in respect of such sales or business;

(b) In the case of contracts, in particular contracts for project studies or for the supply, installation or construction of industrial, commercial or scientific equipment or establishments, or public works contracts, where the enterprise has a permanent establishment, the profits of that permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract, but solely on the basis of the portion of the contract actually executed by that permanent establishment in the Contracting State in which it is situated. The profits relating to the portion of the contract executed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated may be taxed only in that State.

3. With reference to article 8, if either Contracting State considers it desirable to extend the provisions of this article to rail transport, the Contracting States shall enter into discussions with a view to examining the feasibility of such an extension.

4. With reference to article 12, payments received for technical services, including analyses or studies of a scientific, geological or technical nature, for engineering work, including plans relating thereto, or for consulting or supervisory services, shall not be considered as payments received for information concerning industrial, commercial or scientific experience but as income to which the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where, in accordance with its domestic laws, France determines the taxable profits of residents of France by deducting the deficits of subsidiaries that are residents of Mongolia or of permanent establishments situated in Mongolia and by setting off the profits of such subsidiaries or permanent establishments against the amount of the deficits deducted, nothing in the Convention shall prevent the application of those laws.

6. Nothing in the Convention shall preclude France from applying the provisions of articles 209 B, 209 quinquies and 212 of its general tax code or other similar provisions that may amend or replace the provisions of those articles.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this protocol.

Done at Paris on 18 April 1996, in duplicate in the French and Mongolian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JACQUES TOUBON

For the Government of Mongolia

T. TJOGT

